

Communiqué à l'ensemble des personnels du ministère de la culture CFDT - CFTC - CGT- FO -UNSA

Comme chacun le sait, le gouvernement vient de lancer la phase 2 de la RGPP censée désormais s'abattre sur les établissements publics.

Comme ballon d'essai pour le ministère de la culture, le Premier ministre en personne a choisi le Centre Pompidou.

Début octobre, François Fillon a commandé une mission d'audit mixte (Inspection des finances + cabinet privé) afin de faire appliquer au Centre le dogme présidentiel : suppressions d'emplois, réduction des subventions d'Etat, baisse des dépenses et accroissement des ressources propres.

Après 3 semaines d'échanges avec le Cabinet de Frédéric Mitterrand, il se confirme que la rue de Valois n'a pas l'intention de s'opposer à ces orientations destructrices pour le Centre Pompidou.

Le Cabinet l'a rappelé ce matin très directement devant une centaine d'agents accompagnant leurs organisations syndicales représentatives dans le cadre d'un préavis de grève reconductible (CFDT - CFTC - CGT- FO -UNSA) déposé le 17 novembre et portant sur les revendications :

- aucune suppression de postes,
- rebasage de la subvention de l'Etat, aucun désengagement de l'Etat,
- reprise des négociations salariales engagée en 2006 (revalorisation de la grille des salaires).

En conséquence, et dans le respect du mandat confié aux organisations syndicales par les assemblées générales du Centre Pompidou, ce préavis de grève est maintenu pour lundi 23 novembre.

L'audit du Centre Pompidou ne peut être dissocié des "audits flash" sur les mêmes orientations actuellement en cours dans l'ensemble des autres établissements de la culture, représentant plus des deux tiers des emplois et des moyens du ministère.

Dans l'unité, dans tous les établissements :

Non aux suppressions d'emplois, aux réductions budgétaires et l'asphyxie des établissements du ministère de la culture.

Paris le 20 novembre 2009